

# Table des matières

<b>Préface</b>	7
<i>Audrey Pütz</i>	
<b>L'ignorance des règles contractuelles. Questions choisies relatives à la formation du contrat</b>	11
<i>Rafaël Jafferali</i>	
Introduction	11
Chapitre 1. Ignorance et consentement	15
Section 1. Ignorance du contenu du contrat	15
Section 2. Ignorance de la nature juridique du contrat	21
Section 3. Ignorance des effets juridiques du contrat	27
Section 4. Ignorance des pouvoirs du cocontractant	40
Section 5. Ignorance et formalisme d'information	43
Chapitre 2. Ignorance et licéité du contrat	47
Section 1. Ignorance involontaire de la loi	47
Section 2. Ignorance délibérée de la loi	56
Conclusion	62
<b>La fin du contrat. Et après? Le point sur certaines suites de l'extinction du contrat en droit économique</b>	65
<i>Hervé Jacquemin et Virginie Ronneau</i>	
Introduction	65
Chapitre 1. Liquidations des droits et obligations des parties en fin de contrat	67
Section 1. Indemnités de fin de contrat non liées à une faute	67
A. Contrat de concession de vente exclusive à durée indéterminée	68
B. Contrat d'agence commerciale	73
C. Contrat de franchise	78

Section 2. Obligation de restitution ou de destruction des données traitées en exécution du contrat	79
A. Dispositions légales spécifiques	79
B. Dispositions conventionnelles ou application du droit commun	85
Section 3. Lever les obstacles à la conclusion d'un nouveau contrat et à la migration des services auprès d'un autre prestataire	87
Chapitre 2. Obligations qui survivent à la fin du contrat	91
Section 1. Généralités	91
Section 2. Bénéficiaire d'avantages ponctuels qui survivent à la fin du contrat	92
Section 3. Lutter contre les risques qui survivent à la fin du contrat	95
A. Responsabilité	95
B. Obligation de non-concurrence	96
C. Confidentialité	103
Essai de synthèse et considérations finales	107

**Du droit civil au droit social: de l'influence à l'affranchissement** 111

*Manon Antoine et Marie de Fauconval*

Introduction	111
Chapitre 1. Contrat de travail à l'aune du droit civil	113
Section 1. Contrats	114
A. En droit civil	114
B. En droit social	114
Section 2. Autonomie de la volonté et liberté contractuelle	116
A. En droit civil	116
B. En droit social	118
Section 3. Convention-loi	123
A. En droit civil	123
B. En droit social	124
C. Conclusion	131

Chapitre 2. Contrat de travail, au-delà du droit civil : quelques illustrations pratiques	131
Section 1. Clause d'écolage	132
A. Définition	132
B. Conditions d'existence, de forme et d'application	133
C. Liens avec le droit civil	135
Section 2. Force majeure (médicale)	139
A. Force majeure en droit des obligations	139
B. Force majeure en droit social	141
C. Cas particulier de la force majeure médicale	144
Section 3. Rupture du contrat de travail : fixation d'un délai de préavis	152
A. Droit de mettre fin au contrat de travail	152
B. Fixation du délai de préavis des employés jusqu'au 31 décembre 2013	153
C. Fixation du délai de préavis des employés à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2014	154
D. Liens avec le droit civil	155
Section 4. Licenciement manifestement déraisonnable	156
A. Motivation du licenciement avant le 1 <sup>er</sup> avril 2014	156
B. Motivation du licenciement dans le système actuel	159
C. Liens avec le droit civil	161
Conclusion	162
<b>Le statut du droit immobilier, discipline ou branche du droit?</b>	165
<i>Pierre-Yves Erneux</i>	
Introduction	165
Chapitre 1. Premier constat : un droit à la convergence du droit privé et du droit public	169
Chapitre 2. Second constat : un droit, non pas intégré, mais marqué par des phénomènes d'intégration	170
Section 1. Les principes de coexistence entre droit privé et droit public	170
Section 2. L'incidence du droit public sur le droit privé	171
Section 3. L'incidence du droit privé sur le droit public	174
ANTHEMIS	257

Chapitre 3. Pour une systématisation des règles relatives aux phénomènes d'intégration présents en droit immobilier	177
Conclusion : l'émergence d'une discipline autonome	180

**Approche critique de la pluralité de contractants.  
Une nouvelle lecture des obligations solidaires, *in solidum*  
et indivisibles** 183

*Andrea Cataldo et Marie Nounckele*

Introduction	183
Chapitre 1. Présentation et structure des différentes hypothèses de solidarité contractuelle	184
Section 1. La garantie mutuelle des cocontractants	186
Section 2. La garantie simple : de la solidarité-sûreté au cautionnement	192
Section 3. La solidarité du cédant et du cessionnaire de la convention	195
Section 4. L'indivisibilité, cas particulier d'obligation solidaire ?	195
Chapitre 2. Les responsabilités découlant du contrat	199
Section 1. L'inexécution fautive des obligations solidaires	199
Section 2. La responsabilité <i>in solidum</i>	203
Section 3. Critique de la distinction entre obligation solidaire et obligation <i>in solidum</i>	206
Chapitre 3. Le régime de la solidarité en mouvement	209
Section 1. Les effets de la solidarité active	210
Section 2. Les effets principaux de la solidarité passive	210
A. Effets traditionnellement liés à l'unité d'objet	211
B. Effets traditionnellement liés à la pluralité de liens obligatoires	213
Section 3. Les effets secondaires de la solidarité	218
A. Les effets secondaires légaux	220
B. Les effets secondaires jurisprudentiels	223
Section 4. Vers une réforme du droit de la solidarité ? Quelques pistes	225
Conclusion	226

---

<b>Le contrat : un faux ami qui vous veut du bien</b>	231
<i>Xavier Thunis</i>	
Chapitre 1. Le contrat comme pacte fondateur et outil heuristique	233
Section 1. Un hypothétique contrat social	233
Section 2. Une volonté hypothétique : de la philosophie au droit	238
Chapitre 2. Le contrat en droit des obligations : une notion vorace	240
Section 1. Le contrat du Code civil	240
Section 2. Le contrat comme échange de consentements	241
Section 3. Permanence de la volonté : la qualification <i>de</i> contrat et la qualification <i>du</i> contrat	243
Section 4. Conceptions et fonctions du contrat	245
Chapitre 3. Le contrat comme technique de gouvernement	248
Section 1. La contractualisation de l'action publique : les conventions environnementales	249
A. Le contexte européen : la simplification de l'environnement réglementaire	249
B. En Région wallonne	250
Section 2. Gouverner la société par contrat ?	252